

Séance ordinaire du vendredi 27 septembre 2019

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-neuf et le vingt-sept septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Sophia AYACHE ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Jean-Pierre MOURE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Jacques DOMERGUE, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Michaël DELAFOSSE, Audrey LLEDO

Convention de prestations de services réciproques de la Commune de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion du parc automobile - Avenant n°1

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Par délibération n° V2018/459 approuvée en Conseil municipal du 28 novembre 2018, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont conclu, pour une durée maximum de trois ans, une convention de prestation de services réciproques, permettant aux deux Collectivités d'intervenir de façon efficiente dans la gestion réciproque de leurs parcs de véhicules respectifs, notamment sur le plan de la maintenance qui est en grande partie effectuée au sein des ateliers du Centre Technique de Garosud.

Cette convention prévoyait notamment, à l'article 6, point b.2, que la Ville de Montpellier supporte les charges de fonctionnement inhérentes à la maintenance de la totalité du parc de véhicules de Montpellier Méditerranée Métropole, avec une refacturation de la Ville vers Montpellier Méditerranée Métropole ; dans l'attente d'une mutualisation complète du parc auto, il est proposé de réduire le périmètre d'intervention de la Ville sur les véhicules de la Métropole issus du pôle PEPs, ceci afin de permettre aux deux entités d'harmoniser leur fonctionnement de façon optimale.

Les autres dispositions restent inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de l'avenant n° 1 à la convention, ainsi que tous documents afférents ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de la Ville de Montpellier, tous chapitre ;
- D'autoriser Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2019

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 8 octobre 2019

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- "Projet avenant

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20190927-98238-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/10/19
Réception en Préfecture : 09/10/19

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.